

68248

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/RES/180(VIII)
23 mars 1967

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Huitième session
Lagos, 13-25 février 1967

INSTITUT AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION

Résolution 180(VIII) adoptée par la Commission à sa 139ème séance plénière
le 24 février 1967

La Commission économique pour l'Afrique

Considérant sa résolution 93(VI) du 29 février 1964, et notamment
l'article 6 de la partie B-IV;

Considérant le rapport du Conseil d'administration de l'IDEP
(E/CN.14/367) en date du 8 novembre 1966,

Considérant l'exposé introductif du Directeur de l'IDEP,

Considérant que l'élaboration et l'exécution d'une politique de
planification sont liées à l'existence de cadres suffisants en quantité et
en qualité,

Considérant les possibilités existantes à l'Institut africain de
développement économique et de planification notamment dans le domaine
de la formation,

Considérant les problèmes actuels qui se posent à l'implantation de
l'Institut,

1. Approuve le rapport du Conseil d'administration présenté et
adresse ses vives félicitations au Directeur de l'Institut ainsi qu'aux
autres membres du Conseil;

2. Recommande au Président du Conseil, en liaison avec le Directeur
de l'Institut, d'organiser une tournée systématique d'informations auprès
des gouvernements des pays membres et associés afin :

a) Que ceux-ci prennent les mesures nécessaires pour utiliser
en priorité les possibilités offertes par l'Institut;

b) Qu'ils soumettent chaque année le plus grand nombre possible
de candidatures conformément aux critères fixés;

c) Qu'ils déterminent ensemble l'équivalence du diplôme de l'Institut eu égard aux normes de leur fonction publique;

3. Invite le Directeur de l'IDEP et la deuxième Conférence des planificateurs africains à réexaminer les problèmes de l'Institut pour répondre aux besoins en économistes et planificateurs et établir des relations de travail durables;

4. Recommande la reconduction, sur des bases similaires, du système actuel de financement des activités de l'IDEP, sous réserve des résultats des délibérations prévues au paragraphe 3 ci-dessus.